13/11/2026

FO FINANCES

ARTICLE DU JOUR

Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

Le Monde

# Présidentielle 2027 : la surenchère des suppressions de postes de fonctionnaires, du bloc central à l'extrême droite

Lors d'un grand oral organisé par Franceinfo, jeudi, plusieurs candidats du bloc central, de la droite et de l'extrême droite ont détaillé leur vision du secteur public. Une approche largement guidée par une logique comptable.

Par Bastien Scordia

Pour ses détracteurs, c'est une rengaine électorale bien connue. Pour ses partisans, une nécessité au regard de la situation budgétaire et des blocages actuels de l'administration. Une chose est sûre en tout cas : les enchères sont ouvertes, ou plutôt, la surenchère est lancée. Alors que la gauche promet de vastes plans de recrutements dans la fonction publique, le bloc central, la droite et l'extrême droite rivalisent de propositions de suppressions de postes. Et comme souvent lors d'une campagne présidentielle, c'est à qui promettra le plus de coupes dans les rangs du secteur public.

La convergence des discours s'est illustrée jeudi 12 novembre lors d'une journée d'échanges organisée par Franceinfo autour des services publics. Un grand oral au cours duquel les candidats à l'Elysée ont exposé une vision largement comptable de l'avenir de la fonction publique. Bruno Retailleau, candidat du parti Les Républicains (LR), avait ouvert le bal en avril avec la promesse de 200 000 suppressions de postes dans le secteur public en cas d'arrivée au pouvoir en 2027. *« Au moins »*, avait-il alors précisé.

Son ambition a depuis été revue à la hausse, Bruno Retailleau souhaitant désormais supprimer jusqu'à 400 000 emplois, en combinant le non-renouvellement de départs à un recours accru à l'intelligence artificielle (IA) au sein des administrations. Une solution technologique présentée par beaucoup comme la solution miracle pour moderniser le secteur public et réduire sa voilure, mais qui n'est pas sans risque. *« Le précédent de la dématérialisation invite à la prudence »*, alertait, début octobre, Le Sens du service public dans un rapport. Le collectif appelait alors l'administration à ne pas foncer tête baissée dans l'IA, redoutant une fracture numérique ainsi que des difficultés d'accès aux droits.

Dans le viseur du candidat LR, une cible déjà désignée par Valérie Pécresse lors de la campagne de la présidentielle 2022 : *« L'administration administrante, qui contrôle*

*et embête les Français. » « Aujourd'hui, la bureaucratie française, elle tue »*, a même lancé jeudi Bruno Retailleau en critiquant particulièrement l'organisation hospitalière dont il fustige la *« suradministration »* et la multiplication des tâches administratives en son sein. Selon son scénario, une partie des postes administratifs qui y seraient supprimés grâce au recours à l'IA serait redéployée vers les activités de soins.

Le candidat Reconquête !, Eric Zemmour, dénonce lui aussi une *« bureaucratie excessive »* et promet d'aller encore plus loin avec la suppression de 800 000 postes. Entre le non-remplacement des départs à la retraite et le non-renouvellement de contractuels, le polémiste d'extrême droite a toutefois peiné à détailler la manière d'y parvenir. Seule certitude d'Eric Zemmour : l'IA *« permettra de faire mieux avec moins »*. Un mantra qui, encore une fois, doit faire la preuve de son efficacité, au-delà des seules déclarations d'intention.

**« Slogans éculés »**

Les autres candidats déclarés de la droite et de l'extrême droite – David Lisnard pour Nouvelle Energie et Marine Le Pen pour le Rassemblement national – ont quant à eux décliné l'invitation de Franceinfo. Ils défendent néanmoins des orientations similaires. Le maire de Cannes (Alpes-Maritimes) souhaite plus de 400 000 suppressions de postes, tout en redéployant 200 000 à 300 000 agents sur le terrain, quand le parti lepéniste table pour sa part sur 223 000 non-remplacements.

Le bloc central participe lui aussi à la surenchère. Le candidat Renaissance, Gabriel Attal, propose un *« plan de départs volontaires »* pour aboutir à la suppression de 100 000 postes. Son concurrent d'Horizons, Edouard Philippe, plaide de son côté pour la suppression de 250 000 emplois en cinq ans avec le non-remplacement d'un tiers des départs à la retraite. *« Je conteste l'idée que la qualité du service public passe par l'augmentation continue du nombre de fonctionnaires*, a-t-il développé. *Si c'était le cas, on vivrait infiniment mieux notre rapport aux services publics. »*

La multiplication de ces promesses laisse néanmoins perplexe l'historien Emilien Ruiz : *« Soit les candidats, dont certains ont été au pouvoir, ne sont pas sincères et ne font que répéter des slogans éculés parce qu'ils espèrent qu'ils fonctionnent auprès d'un électorat qui aurait la mémoire courte et qui est chaque jour confronté à la dégradation du service public. Soit ils estiment nécessaire de réduire le périmètre des services publics et, dans ce cas, il serait temps d'énoncer clairement les politiques publiques qu'ils visent. »*

L'universitaire n'exclut pas une troisième hypothèse : celle d'une surenchère électorale *« pour ne pas insulter l'avenir et marquer une convergence du centre droit à l'extrême droite ».* L'auteur de *Trop de fonctionnaires ? Histoire d'une obsession française (XIXe-XXIe siècle)* (Fayard, 2021) conclut : *« On assiste aujourd'hui à une sorte d'union des droites contre les fonctionnaires. »* Une alliance à laquelle, selon lui, le bloc central contribuerait désormais pleinement.

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

LE FIGARO
« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Beaumarchais

# Augmenter les salaires des fonctionnaires ? Sébastien Lecornu reçoit les syndicats en colère ce vendredi

Par Le Figaro avec AFP

Alors que le point d'indice est gelé depuis quatre ans, près d'un million d'agents doivent toucher une prime car leur rémunération est inférieure au smic.

Les syndicats de la fonction publique sont reçus par le premier ministre Sébastien Lecornu ce vendredi 13 novembre à 9h30 et attendent des annonces sur les salaires, quelques jours après un coup de pouce au smic qui ne les concerne pas et avant une grève annoncée dans le public le 17 novembre. Longtemps restée lettre morte, la demande des représentants syndicaux des 5,8 millions d'agents publics de rencontrer le chef du gouvernement a finalement abouti.

Cette rencontre doit notamment permettre *«d'examiner en priorité les mesures concrètes»* susceptibles d'améliorer la situation des agents publics, *«en portant une attention particulière aux agents aux revenus les plus modestes»*, selon un courrier du premier ministre aux syndicats.

**Gel du point d'indice**

Dès juillet, l'exécutif avait exclu une augmentation générale et annoncé geler pour une quatrième année consécutive la valeur du point d'indice sur la base duquel est calculée la rémunération de base des agents publics. Le ministre des Comptes publics David Amiel avait notamment argué d'un contexte budgétaire contraint, alors que le déficit public devrait atteindre 5,4 % du PIB en 2026. Une revalorisation uniforme de 1 % de la valeur du point d'indice coûterait 2,4 milliards d'euros à l'État ce qui n'est *«pas envisageable»*, avait fait valoir son cabinet.

Inacceptable pour les syndicats qui dénoncent la *«smicardisation»* des agents, le tout dans un contexte de forte inflation qui grève leur pouvoir d'achat. Et cette situation se dégrade un peu plus à chaque nouvelle revalorisation du salaire minimum.

Le salaire de base des agents publics est déterminé par des grilles salariales, et à mesure que le Smic est revalorisé, il rattrape et dépasse les plus basses rémunérations des agents, ce qui induit un *«tassement»*: les catégories d'agents légèrement au-dessus du salaire minimum se retrouvent alignées sur ce Smic rehaussé.

**Smicardisation**

Conséquences : un nombre croissant d'agents stagne de longues années à de bas niveaux de revenus et des centaines de milliers d'autres, dont le salaire de base est inférieur au Smic, doivent percevoir une indemnité compensatoire (dite *«différentielle»*), car la loi interdit toute rémunération en dessous du smic. Avec la revalorisation du salaire minimum annoncée en juin, 862.000 agents ont perçu cette indemnité. Et avec le nouveau coup de pouce annoncé lundi, plus d'un million pourraient en bénéficier. D'après les estimations du collectif d'agents Le Sens du service public, ils seraient 1,1 million à percevoir un salaire de base inférieur au smic, soit près de 20 % des agents.

*«À ma connaissance c'est du jamais-vu et c'est la conséquence des politiques salariales menées depuis 10 ans»*, déplore Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU. Pour les agents bénéficiaires de l'indemnité différentielle c'est la *«double peine»*, abonde Christian Grolier de Force ouvrière fonction publique, *«ils restent smicards et perdent pour l'avenir car ils ne cotisent pas sur un salaire qui correspond au smic»*, dénonce-t-il. Sollicité, Bercy n'a pas communiqué le nombre exact d'agents dont le salaire de base passerait sous

le salaire minimum légal et qui bénéficieraient donc d'une compensation.

**Dernière chance**

Après la grève du 29 septembre, puis celle du 5 novembre, toutes les organisations syndicales sauf la CFDT ont appelé à la grève le 17 novembre, dont les deux principales dans la Fonction publique, la CGT et Force ouvrière. Après de premières réunions infructueuses à Bercy cette semaine, où le gouvernement n'a pas donné satisfaction à la majorité des syndicats, le rendez-vous à Matignon prend des allures de dernière chance.

L'exécutif pourrait proposer de relever les salaires de base des agents qui ont les plus bas niveaux de rémunération, et perçoivent une compensation pour atteindre le seuil minimum du smic. Cela permettrait de sortir un certain nombre d'entre eux de ce dispositif, sans qu'ils ne perçoivent pour autant plus que le salaire minimum.

Cette piste avait déjà été esquissée par David Amiel début octobre. Elle aurait alors permis à quelque 400.000 bénéficiaires de cette compensation d'en sortir, un chiffrage qui n'est plus d'actualité depuis le nouveau coup de pouce au smic lundi.

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

Les Echos

# Microsoft : une panne mondiale d'Outlook, Teams et Copilot paralyse entreprises et administrations

Messageries muettes, réunions à l'arrêt et assistants d'IA désarmés : une panne massive de Microsoft 365 prive certains utilisateurs d'Outlook, de Teams et de Copilot dans 74 pays.

**Par Juliette Favarel-Denat**

Tiens, bizarre, pas de mails tombés pendant la nuit, pas même la moindre newsletter… Le monde se serait-il donc mis à tourner au ralenti ?

Pas tout à fait : jeudi, en début d'après-midi sur la côte est américaine, soit en début de soirée à Paris, des utilisateurs d'Outlook, de Teams et de Copilot, trois piliers de la suite bureautique Microsoft 365, n'ont plus pu envoyer ni recevoir de messages, ni rejoindre leurs réunions en ligne. A 13 heures, heure de New York, quelque 130.000 utilisateurs américains signalaient déjà des difficultés avec leur messagerie sur Downdetector, site qui recense les signalements des internautes.

La panne a rapidement gagné 74 pays et territoires, des Amériques à une partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Microsoft a d'abord évoqué un problème limité au continent américain… Avant de reconnaître que la panne pouvait toucher des utilisateurs « dans n'importe quelle région ». En cause, selon le groupe : une « charge élevée » sur son infrastructure.

**Des hôpitaux aux administrations**

Les administrations n'ont pas été épargnées. Le gouvernement néo-zélandais a indiqué que la messagerie de toutes ses ambassades et de tous ses consulats était touchée. Aux Etats-Unis, c'est le réseau hospitalier de l'université de l'Iowa qui a demandé à ses patients de passer par son portail en ligne pour le contacter, faute de pouvoir faire confiance à ses canaux habituels. Et au Japon, le ministère des Finances a annoncé ne plus recevoir aucun mail. Le gouvernement en serait même venu à accrocher des emplois du temps en papier pour tenir les journalistes informés.

La panne a aussi fait tiquer les nouveaux outils d'intelligence artificielle. Copilot, l'assistant maison, n'a pas été le seul touché. Anthropic, qui édite Claude, et OpenAI, qui édite ChatGPT, ont signalé que leurs assistants ne parvenaient plus à accéder aux services de Microsoft 365.

Dans un avis sur l'état de ses services, Microsoft a précisé que les fonctionnalités de Microsoft 365 dépendant d'Exchange Online et de la messagerie électronique sont affectées, mais que celles qui ne reposent pas sur Exchange Online sont restées opérationnelles. Le groupe a ajouté n'avoir détecté « aucun signe d'action malveillante ou de cyberattaque » à l'origine de l'incident.

**Retour au téléphone et au fax**

La panne est tombée au pire moment pour les salles de marché asiatiques, qui entamaient vendredi la dernière séance d'une semaine agitée. « C'est un peu la catastrophe, et je n'arrive pas à croire que ce ne soit toujours pas réglé », a confié à Bloomberg Rita Elkazzi, responsable des ventes et de l'exécution pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande chez UBS, à Sydney. Sans messagerie, elle a dû se rabattre sur le téléphone et d'autres canaux. À Singapour, des banques n'ont pas pu boucler des opérations de financement, selon des traders cités par l'agence.

Egalement très vintage : se remettre au fax. C'est le cas des desks à Tokyo, comme en témoigne Ryutaro Kimura, stratégiste obligataire chez BNP Paribas Asset Management.

**Des correctifs sans effet**

Réparer Outlook s'est révélé plus laborieux que prévu. Microsoft a d'abord admis que ses premiers correctifs « ne produisaient pas les effets escomptés » et qu'il cherchait des « axes de travail alternatifs ». Il a fini par changer de méthode et gelé ses systèmes. « Nous avons mis en pause tous les déploiements, nous délestons davantage l'infrastructure touchée et nous redémarrons les serveurs affectés », a expliqué le groupe, qui dit s'y atteler « sans relâche ».

Peu après 18 heures sur la côte est, soit minuit à Paris, Microsoft a fait état d'« un rétablissement limité ». Difficile de confirmer l'amélioration pour le moment. Si aux Etats-Unis les signalements ont chuté en flèche durant la nuit, en Europe, les internautes se réveillent à peine, découvrent stupéfaits que leur boîte mail est HS, et font remonter les dysfonctionnements. A 8 h 45, presque 3.000 utilisateurs français signalent que leur messagerie ne fonctionne plus sur Downdetector.

Certains internautes ne semblent pas pressés de voir le retour de leur boîte mail, souvent professionnelle. « Aux employés de Microsoft qui essaient désespérément de ramener Outlook, s'il vous plaît, n'allez pas au-delà de vos limites. Prenez un long week-end, reposez-vous, et revenez lundi frais et dispo », ironise une utilisatrice de Twitter. Un autre plaisante : « C'est vendredi, donc ça ne sert à rien de faire revenir Outlook maintenant. Et puis c'est novembre, donc presque Noël. Ça ne sert vraiment à rien de revenir avant janvier, quand on y pense. »

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

# Fonction publique : les syndicats reçus ce vendredi par un Sébastien Lecornu rétif à tout dégel du point d'indice

Mis de côté par la conférence sociale de lundi 9 novembre au cours de laquelle le gouvernement a annoncé un «coup de pouce» au smic, les fonctionnaires sont appelés par une large intersyndicale à se mobiliser le 17 novembre.

Pas sûr que la date – un vendredi 13 – porte bonheur aux 5,9 millions d'agents publics du pays. Après que l'exécutif a annoncé lundi la revalorisation du smic de 1,6 % le 1er décembre, soit une hausse 24 euros, leurs organisations syndicales représentatives ont à leur tour rendez-vous à Matignon pour parler salaires et pouvoir d'achat ce vendredi. Signe de l'importance du rendez-vous : la numéro 1 de la CGT, Sophie Binet, sera présente. Car les échanges qu'ont eus les fédérations de fonctionnaires à Bercy avec le ministre de l'Action et des Comptes publics, mardi, ne laissent pas entrevoir de grosses avancées.

*«Ce qu'on nous propose, c'est de ne pas être payés sous le smic»*, a lâché Christian Grolier, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière, après avoir été reçu par David Amiel. Sous-entendu : se contenter de suivre la revalorisation de 1,6 % du smic au 1er décembre, à la fois anticipée et avec un «coup de pouce» estimé à 0,6 point. Une position minimaliste pleine de *«mépris»* pour FO, à tel point que le syndicat s'est joint dans la foulée à l'appel à la grève du mardi 17 novembre, lancé en début de semaine par la CGT, l'Unsa, Solidaires, FSU, CFE-CGC et l'FA-FP.

**«Aucun dégel du point envisagé»**

Alors que l'intersyndicale, qui évalue à 33 % la perte de pouvoir d'achat des agents en vingt-cinq ans, était en pleine conférence sociale lundi, la Cour des comptes présentait ses pistes pour réduire le déficit public, dont le gel pendant un an des avancements et des promotions dans la fonction publique, ce qui générerait 3,8 milliards d'euros d'économies. De quoi cristalliser un peu plus la colère des fonctionnaires déjà mobilisés lors d'une journée de grève le 29 septembre : ils demandent toujours le maintien à 100 % de l'indemnisation des arrêts maladies, l'abrogation du jour de carence, la revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice et son indexation sur l'inflation…

Mais l'espoir des syndicats de voir l'exécutif agir sur ce point, le seul qui enclencherait une hausse générale des salaires, semble avoir été douché avant même la tenue du rendez-vous avec le Premier ministre. *«Il n'y a aucun dégel du point envisagé*», assure Natacha Pommet, secrétaire générale de la Fédération des services publics à la CGT. Si ce choix n'est pas très étonnant – le point n'a été revalorisé que deux fois en dix ans, en 2022 et 2023, lors d'une poussée inflationniste –, des syndicalistes s'étaient cette fois permis d'espérer une revalorisation, au vu du malaise social ambiant et du retour de l'inflation. A noter que selon l'Insee, les agents du public gagnaient en moyenne 2 650 euros net à temps plein en 2023, contre un salaire moyen net mensuel de 2 735 euros pour les salariés du privé la même année.

Outre la faiblesse des mesures envisagées, la méthode du gouvernement pour mettre à niveau les salaires avec des grilles indiciaires inférieures au smic reste encore floue. *«On nous parle d'injecter des points supplémentaires en bas de grilles»,* explique Laure Revel, secrétaire générale de la CFDT Fonction publique. Mais cela ne suffisant pas pour remettre l'intégralité des agents au niveau du salaire minimum, l'*«indemnité différentielle»,* déclenchée par David Amiel le 8 juillet pour maintenir au niveau du smic 862 000 agents concernés, sera a priori conservée.

**Marges de manœuvre**

*«On veut évidemment qu'aucun agent ne soit payé en dessous, mais aussi l'augmentation de la valeur du point d'indice, car une hausse de 1,6 % ne répond en rien à l'inflation qui va se poursuivre*», détaille Luc Farré, de l'Unsa fonction publique, qui s'inquiète que ce «coup de pouce» anticipé soit rapidement grignoté par l'inflation. Et d'ajouter : *«Le gouvernement a des cartes en main même si le contexte budgétaire est difficile, on peut encore trouver de l'argent sur la conditionnalité des aides publiques aux entreprises.*» Mardi 10 novembre, au lendemain de la conférence sociale, le gouvernement a publié un décret qui revoit le calcul des exonérations de cotisations pour les branches ayant des minima salariaux inférieurs au smic, mais il laisse encore beaucoup de marges de manœuvre aux patrons pour échapper aux sanctions.

Fin septembre, plusieurs agents racontaient à *Libé* leurs carrières et leurs rémunérations bloquées et le *«manque de considération»* de l'Etat. Un mal-être qui pourrait se creuser tant que le gouvernement fait la sourde oreille, redoute la CFDT. Le syndicat, explique Laure Revel sans donner plus de détails, compte *«porter des mesures immédiates sur la fiche de paie»* ce vendredi, et n'exclut pas d'appeler à la grève à son tour si ses échanges avec Sébastien Lecornu n'étaient pas fructueux, formant ainsi une intersyndicale fonction publique au complet le 17 novembre. En ne faisant pas de jaloux entre le privé et le public, le gouvernement risque à coup sûr de faire davantage de déçus.

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

acteurspublics

# Pouvoir d'achat : les syndicats de la fonction publique reçus à Matignon sans grandes illusions

Par Marie Malaterre

À la veille de leur rencontre avec le Premier ministre, Sébastien Lecornu, les organisations syndicales de la fonction publique ne s'attendent pas à obtenir de concessions majeures sur les rémunérations. Le gouvernement devrait confirmer les mesures annoncées en octobre pour les agents situés en bas de grille et celles liées à la participation aux frais de déplacement.

Le rendez-vous était attendu, et même réclamé depuis plusieurs mois par les organisations syndicales de la fonction publique. Pourtant, ces dernières n'en attendent pas grand-chose. C'est demain, 13 novembre, à 9 h 30, que les représentants syndicaux des agents publics seront reçus par le Premier ministre, Sébastien Lecornu, pour échanger sur les rémunérations et le pouvoir d'achat.

Sans aucune illusion sur ce qu'elles pourront arracher au cours de cet échange, certaines centrales n'y envoient même pas leurs cadres.

Car, sauf retournement de dernière minute, tout semble à peu près écrit d'avance. Le rendez-vous est préparé depuis plusieurs jours à travers deux séries de rencontres bilatérales entre les organisations syndicales de la fonction publique et le cabinet du ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel.

Des rendez-vous que les représentants des agents publics n'ont pas hésité à qualifier de *"rattrapage"* de la conférence sociale que le Premier ministre a tenue lundi 9 novembre pour apaiser la colère sociale, et qui excluait la présence des organisations syndicales de la fonction publique.

Reçue mardi soir, tard dans la soirée, l'Unsa Fonction publique, par la voix de son secrétaire général, Luc Farré, assure avoir essayé de *"convaincre sans illusion"* autour de la nécessité d'un dégel du point d'indice. Pourtant, avec l'augmentation du Smic annoncée pour le 1er décembre par l'exécutif, la pression sur le gouvernement devient forte pour qu'il apporte des réponses concrètes destinées à améliorer les conditions de rémunération des agents publics. Il s'agit aussi, pour l'État employeur, de ne pas se retrouver dans l'illégalité en versant des rémunérations inférieures au minimum légal.

*"Encore une occasion manquée,* regrette-t-on du côté de la CGT Fonction publique. *Les agents publics représentent un cinquième de la population active. Il est grand temps de leur consacrer les moyens nécessaires à la reconnaissance de leur travail, indispensable, et de leur engagement au service des missions de service public. (…) Le gouvernement doit cesser de présenter toute augmentation du point d'indice comme inaccessible."*

Pour FO Fonction publique, la rencontre prévue avec le Premier ministre vendredi 13 novembre *"ne peut se résumer à un effet miroir des maigres propositions faites au secteur privé en matière de pouvoir d'achat".*

**Poursuivre le soutien aux frais de déplacement**

Pourtant, le gouvernement n'aura rien d'autre à mettre sur la table que des recettes déjà éprouvées. Pour lutter contre l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat des agents publics, il propose aux organisations syndicales l'attribution de points d'indice supplémentaires en bas des grilles. Au lieu des six points annoncés en octobre, Matignon pourrait consentir à aller jusqu'à huit ou neuf points, au vu de l'augmentation du Smic, pour les agents percevant l'indemnité différentielle. Bercy a, de son côté, confirmé son intention d'engager un

travail de long terme sur la refonte des grilles de rémunération, alors même *“qu’il n’y a ni budget ni temps pour avancer sur ce chantier d’ampleur”,* dénonce la CGT.

Ce relèvement des niveaux de rémunération en bas de grille risque de ne pas suffire à calmer la grogne. L’exécutif en est conscient et entend proposer de mieux soutenir les frais de déplacement, à travers une prolongation de l’indemnité kilométrique pendant six mois ou encore un relèvement du montant de certaines primes et indemnités. Au-delà des rémunérations, le Premier ministre a aussi pour ambition d’échanger, demain, 13 novembre, autour de la *“protection des agents publics”*, indique le courrier transmis aux organisations syndicales de la fonction publique, sans plus de précisions.

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

acteurspublics

# Fonction publique : près de 15 millions d'euros économisés sur l'action sociale interministérielle en 2026

Par Philippine Ramognino

L'action sociale interministérielle a fait les frais des mesures d'économies réalisées au gré des comités d'alerte des finances publiques l'an dernier. Le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, Philippe Juvin, a rendu son avis sur le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2026. Il relève que, du côté de la mission "Transformation et fonction publiques", le gouvernement prévoit d'annuler 14,4 millions d'euros en autorisations d'engagement et 15,8 millions d'euros en crédits de paiement par rapport à ce qui avait été inscrit dans la loi de finances initiale pour 2026. Autrement dit, ces crédits ont pu être annulés après avoir été mis en réserve et *"les marges de manœuvre identifiées en gestion sur les dépenses de l'action sociale interministérielle"* ont mené à des économies. Celles-ci s'expliquent notamment par la politique en matière de chèques emploi service universels (CESU) et de chèques-vacances.

FO FINANCES
FIERS DE NOS MISSIONS,
EXIGEANTS SUR NOS DROITS !
fo.finances@orange.fr
FINANCESFO.FR

FO FINANCES

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

3 / 10 DÉCEMBRE

JE VOTE

